



Projet Filets Sociaux au Cameroun

Résumé de l'étude de base pour l'évaluation d'impact des mesures d'accompagnement auprès des populations hôtes et réfugiées

Malgré sa croissance économique soutenue et après avoir bénéficié de décennies de stabilité, le Cameroun a été confronté à des défis sur plusieurs fronts. Au cours de la dernière décennie, le Cameroun a été victime de taux de pauvreté élevés – 25,7 % de la population (selon la dernière enquête sur la pauvreté des ménages en 2014) vit en dessous du seuil international de pauvreté, et l'extrême pauvreté est estimée à 24,3 % en 2023 en raison de la faible croissance économique et des programmes limités de protection sociale.¹ Un autre défi est l'insécurité, en raison des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et de l'intensification d'une insurrection sécessionniste dans les régions anglophones. Le Cameroun accueille également actuellement plus de 400 000 réfugiés, principalement en provenance de la République centrafricaine et du Nigéria.² De plus, le Cameroun se situe au cinquième rang des pays d'Afrique subsaharienne pour la prévalence de la violence conjugale – c'est-à-dire des violences exercées par un conjoint/partenaire sur l'autre. Parmi les femmes Camerounaises âgées de 15 à 49 ans, près de la moitié (44 %) déclarent avoir subi au moins une forme de violence conjugale au cours de leur vie, et près d'un tiers (32 %) déclarent en avoir subi au moins une forme au cours de l'année écoulée, la violence physique étant la forme la plus courante (20 %).³

Pour relever ces défis, le gouvernement du Cameroun, avec l'appui de la Banque mondiale, a mis en œuvre en 2013 un programme de filets sociaux, appelé Projet Filets Sociaux (PFS). Le projet a été conçu pour fournir un soutien monétaire aux individus ou aux ménages en situation de pauvreté chronique ou extrême, et à les protéger contre les chocs négatifs. Les activités du projet comprenaient des transferts réguliers d'argent et des mesures d'accompagnement, des transferts d'argent d'urgence et des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre. À la fin du projet, en 2022, plus de 350 000 ménages avaient été touchés, y compris ceux qui avaient été déplacés de force.

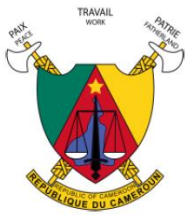
Compte tenu de la forte prévalence au Cameroun des violences basées sur le genre (VBG) et de la violence conjugale en particulier, le gouvernement Camerounais et le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique (GIL) de la Banque mondiale ont développé deux interventions innovantes dans le cadre des mesures d'accompagnement du PFS. Ces interventions ont été pilotées dans les régions les plus pauvres du pays, notamment l'Adamaoua, l'Extrême-Nord, le Nord et l'Est, dont certaines sont également les zones les plus touchées par les conflits. L'objectif de ces interventions était de prévenir ou de réduire la prévalence de la violence conjugale. GIL s'est associé au gouvernement et à l'équipe de projet de la Banque mondiale pour mener une évaluation rigoureuse de l'impact des interventions pilotes par le biais d'un essai contrôlé randomisé.

Ce rapport présente les résultats de l'enquête de référence, qui s'est déroulé entre août et septembre 2021 auprès de 8 903 personnes (un homme et une femme par ménage, généralement des

¹ [Banque mondiale, Macro Poverty Outlook. Fiche d'information sur le Cameroun. Avril 2023.](#)

² [La faim et la peur hantent les rescapés d'attaques contre les déplacés internes au nord du Cameroun. HCR. 2020](#)

³ Enquête Démographique et de Santé (EDS). 2018. République du Cameroun.



partenaires/conjoints cohabitants) issues de 4 471 ménages dans 209 villages répartis dans quatre régions : Adamaoua, Est, Extrême-Nord et Nord. Les répondants de la région de l'Adamaoua constituent 21% de l'échantillon, tandis que 38% viennent de l'Est, 7% de l'Extrême-Nord et 34% du Nord. La taille moyenne des ménages est de 9,35 personnes et 40,6% des ménages sont polygames. Les femmes de l'échantillon sont en moyenne plus jeunes que les hommes (37 ans contre 47 ans), ont un niveau d'éducation formelle inférieur à celui des hommes (2,2% ont achevé une partie ou la totalité de leurs études secondaires contre 12% des hommes), gagnent moins de revenus de leur activité économique principale (11.847 FCFA au cours des 30 derniers jours contre 19.082 FCFA pour les hommes). Notre échantillon révèle également que les femmes et les hommes ont la même probabilité d'être nés au Cameroun (77 % contre 81,4 %).

Plusieurs résultats clés ont émergé de l'enquête de référence base concernant les attitudes à l'égard de la violence, les croyances individuelles et communautaires relatives aux responsabilités du ménage et à la prise de décision, au bien-être émotionnel et à la visibilité des finances personnelles. Globalement, plus de 53 % des femmes et 60 % des hommes pensent qu'il est justifié qu'un mari batte sa femme dans au moins une des cinq situations évoquées. Il existe d'importantes différences entre les régions, ainsi qu'entre les hommes et les femmes au sein d'une même région. Notamment, un peu moins de 60% des femmes dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est sont d'accord avec au moins 1 des 5 justifications pour qu'un mari batte sa femme, et une proportion similaire d'hommes sont d'accord ; alors que dans l'Extrême-Nord et le Nord, moins de la moitié des femmes sont d'accord et l'écart entre l'accord des hommes et des femmes est plus grand (66% des hommes contre 40% des femmes dans l'Extrême-Nord sont d'accord, et 69% des hommes contre 46% des femmes dans le Nord sont d'accord). En outre, en moyenne, seuls 17% des hommes interrogés pensent qu'il est justifié dans toutes les situations qu'une femme refuse d'avoir des relations sexuelles avec son mari, l'Extrême-Nord constituant une exception avec 31% d'hommes reconnaissant le droit d'une femme à refuser d'avoir des relations sexuelles avec son mari dans n'importe quelle situation.

Les personnes interrogées ont déclaré que leur communauté avait des croyances moins égalitaires que les comportements qu'elles affichaient sur un certain nombre de points, tels que le fait que les femmes gagnent un revenu et la planification et la prise de décision conjointes concernant les dépenses du ménage. En ce qui concerne la répartition des responsabilités au sein du ménage, plus de deux tiers des femmes déclarent être les seules ou principales responsables de la surveillance des enfants et du suivi de l'éducation des filles, tandis que plus de la moitié des hommes déclarent être les seuls ou principaux responsables du suivi de l'éducation des garçons. Le bien-être émotionnel des femmes et des hommes - en termes de signes de dépression et d'anxiété - varie considérablement d'une région à l'autre, mais c'est dans l'Extrême-Nord que le bien-être émotionnel (se manifestant par des signes de dépression et/ou d'anxiété) est le plus élevé pour les deux sexes.

Une collecte de données pour mener une enquête de suivi sera effectuée en été 2023, après l'achèvement des interventions pilotes. Ces données de suivi permettront l'évaluation des impacts des interventions pilotes sur la violence conjugale ainsi que sur la dynamique plus large des ménages et sur le bien-être des hommes et des femmes. Les résultats de l'évaluation d'impact éclaireront les décisions quant à la poursuite et à l'intensification des interventions dans le cadre de nouveaux projets.